



COMMUNIQUE INTERSYNDICAL

Lyon, le 12 novembre 2024

Pas une violence sexiste et sexuelle faites aux femmes sur nos lieux de travail ou ailleurs !

Depuis plusieurs années, les violences sexistes et sexuelles au travail apparaissent sous une lumière crue : le problème est massif et touche les femmes de toutes professions, du secteur privé comme public et de toutes catégories socioprofessionnelles. Les moyens alloués par l'État pour la protection des victimes restent largement insuffisants.

Les violences sexistes et sexuelles au travail sont un problème majeur de santé publique !

Harcèlement moral à caractère sexiste, agissement sexiste, harcèlement sexuel, agression sexuelle et viol, ne sont pas que des mots : 30 % des salariées ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail et 70 % de ces victimes de violences au travail déclarent n'en avoir jamais parlé à leur employeur.

La justice reste encore largement sourde à reconnaître ces violences. Ça suffit, il faut changer de paradigme. La santé et la sécurité des travailleurs et travailleuses est une obligation de l'employeur.euse.

Nous exigeons entre autres choses, la mise en place de sanctions pour toutes les entreprises et établissements qui n'ont pas de plan de prévention des violences sexistes et sexuelles et de dispositif de signalement négocié. Mais également, des droits pour protéger les victimes, l'obligation de formation, des moyens pour les référent.e.s harcèlement/violence, des droits pour que les victimes de violences sexistes et sexuelles travaillant dans des entreprises sans représentant.e du personnel afin qu'elles puissent être défendues et accompagnées.

Nous apportons notre solidarité aux femmes du monde entier, qui se battent au quotidien pour faire valoir leurs droits fondamentaux. Les violences sexistes et sexuelles ne sont pas une fatalité.

L'intersyndicale du Rhône appelle à participer à la manifestation organisée à Lyon, le 23 novembre à 15h depuis la Place Bellecour et à multiplier les initiatives dans les entreprises et les établissements le 25 novembre, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.